

NON À L'EUROPE DE L'AUSTÉRITÉ

POUR UNE EUROPE SOCIALE, ÉCOLOGIQUE ET DÉMOCRATIQUE



Le congrès national du Parti socialiste se tient à Toulouse du 26 au 28 octobre. Nos organisations et nos militants ont largement contribué à chasser Nicolas Sarkozy. Légitimement, nous demandons des comptes et des questions se posent.

Où est la volonté politique de changement quand on voit des entreprises licencier, fermer des sites alors qu'elles font d'énormes profits et que rien n'est fait contre les délocalisations ?

Le gouvernement subit la pression des marchés financiers et des impératifs patronaux. La question européenne devait et pouvait être l'occasion de renégocier le traité Sarkozy-Merkel. Rien n'a été modifié et le volet « croissance » dont se félicite François Hollande était déjà budgétisé à partir des fonds structurels européens.

Le dogme libéral sert malheureusement toujours de boussole et de carte à la construction européenne. Toujours réduire « les dépenses publiques » qui, pour nous, portent les noms d'éducation, de santé, de recherche, de relocalisation de l'emploi, de transition écologique, d'aménagement des territoires.

Ce traité TSCG interdit toute politique publique de redistribution et impose d'organiser l'austérité budgétaire. La dette, comme prétexte, pour racketter les états en difficulté et 70 milliards d'euros d'économies sont programmées en France sur le dos des conquêtes sociales.

Cette dégradation des conditions de vie, la négation de la souveraineté populaire, organisent le divorce avec l'idée d'Europe et font le lit des solutions réactionnaires à la crise voire du fascisme.

Le Parti socialiste détient la quasi-totalité des pouvoirs et échelons institutionnels (présidence de la République, gouvernement, parlement, régions, départements, grandes villes). Au lieu d'organiser la résistance au capitalisme, ces positions institutionnelles servent de vecteurs aux politiques libérales.

Pour preuve, François Hollande a récemment demandé aux collectivités locales de se serrer davantage la ceinture. Est cela l'acte III de la décentralisation ? Pour preuve également, la poursuite de fait de la RGPP avec la diminution du nombre de fonctionnaires

dans des services aussi essentiels que les hôpitaux ou les impôts.

Après le NON du peuple français et la ratification du traité de Lisbonne, les parlementaires PS viennent, à une très grande majorité, de voter l'austérité institutionnelle avec la ratification du Traité TSCG.

C'est un déni démocratique et une catastrophe sociale annoncée comme en Grèce, en Espagne ou au Portugal. Partout où elles s'appliquent, les peuples résistent, comme, n'en doutons pas, ce sera le cas en France.

Seules une autre répartition des richesses, une construction démocratique et l'organisation de la transition écologique permettront de bâtir une Europe sociale, solidaire et respectueuse de la planète.

C'est pourquoi nous interpellons le Parti socialiste, ses ministres, ses élus, ses militants, ses délégués au congrès pour traduire les exigences de changement avec une politique mobilisant la société autour des ruptures nécessaires.

Le changement c'est urgent.

MANIFESTATION

SAMEDI 27 OCTOBRE • 14 H 30
PLACE ESQUIROL

LE CHANGEMENT C'EST POUR QUAND ?

PREMIERS SIGNATAIRES :

ATTAC, FSU, Solidaires, Europe-Écologie-Les-Verts, [Convergences et Alternative, FASE, Gauche anticapitaliste, Parti de gauche, membres du Front de gauche], NPA, DAL et comités locaux contre la dette et pour un audit citoyen.